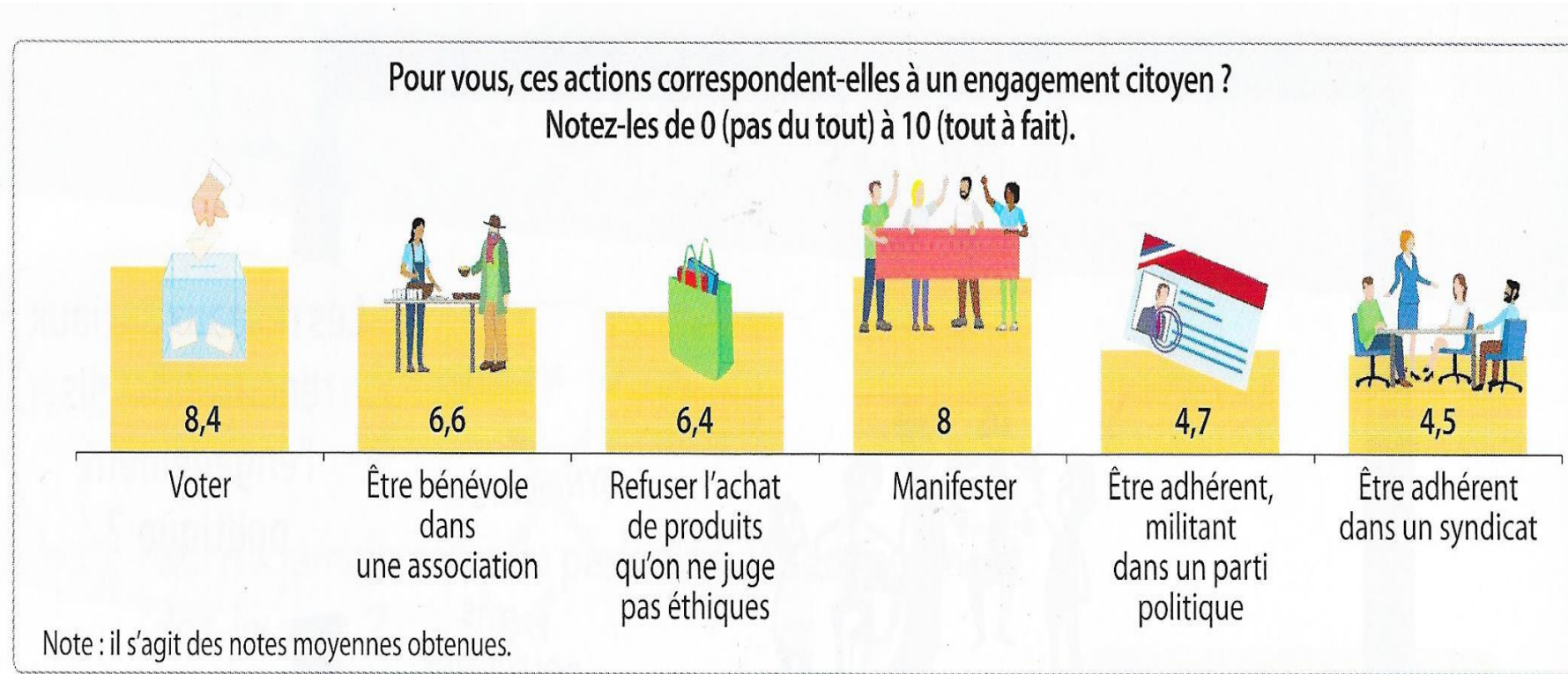


# Dossier n° 3

Comment expliquer  
l'engagement politique  
dans les sociétés  
démocratiques ?

**Introduction** : Qu'est-ce que l'engagement politique ? Une action collective? Un mouvement social?

**Document 1** : doc.1 p.310 Bordas



Source : d'après l'enquête Harris pour la Fondation Jean Jaurès, 2015.

Q1) Quel est le point commun entre toutes ces formes d'engagement ?

**Document 2:** Olivier Nay (sous la direction de), *Lexique de science politique*, Dalloz, 2017 et D'après « Les 100 mots de la sociologie », Sous la dir de S. Paugam, QSJ, p82.

**Action collective** : processus de mobilisation collective ayant pour objectif la défense des intérêts d'un groupe.

« **Les mouvements sociaux** sont des formes particulières d'action collective. Historiquement , et jusqu'aux années 60 , il apparaît un mouvement social ouvrier notamment en France.

Plusieurs critères sont généralement admis pour les spécifier.

-D'abord, ils se manifestent par l'engagement d'acteurs individuels et organisés dans une **action collective conflictuelle** contre un adversaire afin de promouvoir ou de s'opposer à un changement.

-Ils supposent donc **des relations antagonistes entre des acteurs** qui cherchent à contrôler un même enjeu qu'il soit économique, politique ou culturel.

-Ensuite, **ils se caractérisent par des initiatives concertées** et coordonnées au moyen de stratégies et de ressources, sous tendues par des réseaux d'échanges denses et informels.

-Enfin, les mouvements sociaux n'existent pas sans la formation **d'une identité collective** : l'engagement partagé autour d'une même cause permet aux acteurs de se reconnaître non seulement comme liés les uns aux autres, mais également comme appartenant à un mouvement plus large. »

**Q2)** En quoi un mouvement social est une forme particulière d'action collective ?

# Chapitre I

**Quelles sont les différentes  
formes d'engagement  
politique ?**

# 1/ S'engager par le vote

Document 3: vidéo Hatier (youtube)

Q3) Quelles sont les différentes formes de la participation électorale ?

Q4) Le vote blanc est-il comptabilisé dans les suffrages exprimés ?

Q5) L'abstentionnisme est-il une forme d'engagement politique ?  
(voir aussi doc.4 p.267 Hatier)

**Document 3 bis:** Anne MUXEL, « L'électeur incertain », Revue Projet (n° 327), 2012

On ne vote plus aujourd'hui comme on votait hier. Selon les générations, la norme civique du devoir de voter s'est assez fortement relâchée : seuls les électeurs les plus âgés se présentent encore comme des électeurs systématiques. Les jeunes entretiennent un lien nettement plus distendu à l'obligation citoyenne qu'il requiert et ils en font un usage plus irrégulier et plus aléatoire. Progressivement, le vote est devenu moins un devoir qu'un droit. Les analyses du comportement électoral ont mis au jour une augmentation des usages intermittents et alternés du vote et de, notamment dans les jeunes générations. Ce changement de comportement est amorcé dans le cours des années 1990. Lors de la séquence électorale de 2007 (les deux tours de la présidentielle et les deux tours des législatives), si 64 % des 65 ans et plus ont voté aux quatre tours de scrutin, ils ne sont que 30 % dans ce cas parmi les 18-30 ans. L'électeur est devenu un votant intermittent, donc un abstentionniste intermittent. La priorité et l'efficacité politique reconnues à l'acte électoral sont d'autant plus prononcées que la population est âgée. Les jeunes générations sont moins sensibles au devoir qu'implique l'usage citoyen du vote; elles sont plus réactives aux enjeux de l'élection ou à la personnalisation de la compétition. D'une certaine façon, leur citoyenneté est moins normative. Il faut un enjeu fort, perçu comme tel, pour aller voter. Aux deux bouts de la chaîne des âges, le spectre de l'action politique ne s'établit donc pas de la même façon. Même si la majorité des jeunes ne remet pas en cause les fondements de la démocratie représentative, organisée à partir de la participation électorale, une partie croissante privilégie et expérimente d'autres modalités d'action. [...]. Ne pas voter, ne pas participer à la désignation d'une classe politique que l'on désapprouve, s'impose comme un nouveau droit citoyen.

Q5 BIS) En vous appuyant sur vos connaissances du programme de 1ère (Chapitre « Le vote : une affaire individuelle ou une affaire collective ? ») et du document 3 bis, caractérisez les évolutions de la pratique du vote.

## 2/ S'engager par le militantisme

**Document 4:** DOUILLET Anne Cécile, *Sociologie politique*, Armand Colin, 2017, pp. 95-98.

Si les partis politiques sont des organisations qui occupent aujourd'hui une place centrale dans le fonctionnement des démocraties représentatives, ce sont aussi des structures d'engagement politique : de façon certes variables selon les pays, les organisations et les époques, les partis politiques regroupent des militants, qui s'engagent dans le parti en y adhérant (moyennant cotisation) et en participant à diverses activités (débats internes, organisation de meetings, tractage, collage d'affiches...). « Organisations qui se donnent pour objectif la défense de personnes ayant un intérêt professionnel commun », les syndicats sont aussi des espaces d'engagement au service d'une cause collective : loin de se cantonner aux lieux de travail, ils s'inscrivent dans l'espace politique le plus large par leurs actions et prises de position. Le militantisme dans ces deux types d'organisation n'est quantitativement pas très important en France, et la tendance est plutôt à la baisse. Les chiffres d'adhésion aux partis politiques sont particulièrement bas : depuis de nombreuses années, le taux d'adhésion est évalué autour de 1% du corps électoral et le nombre d'adhérents ne dépasse pas 500 000, contre 900 000 au début des années 1980. Contrastant avec les partis et les syndicats, le secteur associatif fait preuve d'un réel dynamisme en France. De 12 000 créations annuelles en 1960, le rythme est passé à 60 000 par an dans les années 1990, et se maintient depuis à ce niveau. En 2013, le nombre d'associations en activité est évalué à 1,3 millions, avec 23 millions de « participants bénévoles » (un même bénévole pouvant participer à plusieurs associations).

Q6) Quelles sont les organisations liées au militantisme ? Quelle est la tendance dans l'évolution de l'engagement politique dans celles-ci ?

Q7) A partir de ce texte, élaborer une définition du militantisme



### 3/ S'engager par la consommation

Document 5: doc.2 p.270 HATIER

« Si la consommation est un moyen d'expression identitaire, elle permet aussi de faire valoir des positionnements politiques et éthiques [...] pour manifester son soutien ou son désaccord vis-à-vis de pratiques d'entreprise, en achetant des produits ou en boycottant d'autres. La "consommation engagée" traduit ainsi la volonté des citoyens d'exprimer directement, par leurs choix marchands ou par leurs modes de vie, des positions politiques. Dans l'enquête que le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc) a consacrée en 2006 aux représentations et pratiques de la consommation engagée, 44 % des Français disaient tenir compte des engagements de citoyenneté des entreprises lorsqu'ils achetaient un produit, ce qui représentait une progression de 6 points par rapport à 2002. [...] La consommation engagée recouvre des pratiques très hétérogènes [...] comme le fait de manifester contre la consommation de masse, l'excès de publicité ou le gaspillage alimentaire ; de promouvoir individuellement ou collectivement des modes de vie plus frugaux, privilégiant une consommation plus locale, moins protéinée et fondée sur le partage et le recyclage [...], la consommation engagée [...] concerne majoritairement des femmes, et des individus d'un âge moyen de 35 ans, ayant un niveau d'éducation supérieur à la moyenne et issus des classes moyennes supérieures. Consommer bio ou local, voire végétarien, fabriquer ses propres produits d'entretien a ainsi été interprété comme le répertoire culturel d'un groupe social très spécifique. »

Pourquoi les Français deviennent-ils consom'acteurs ?

[hatier-clic.fr/20sest287](http://hatier-clic.fr/20sest287)

■ Sophie Dubuisson-Quellier, *La Consommation engagée*, Presses de Sciences Po, 2018.

Q8) Définir ce que représente la consommation engagée et donnez des exemples illustratifs

Q9) Quelles sont les différentes formes de la consommation engagée ?

Q10) Quel est le profil du consommateur engagé ?



«A travers des campagnes ou des dispositifs institutionnalisés, les consommateurs deviennent un levier d'action pour différentes causes. Les entrepreneurs de la consommation engagée agissent sur l'offre (création de réseaux de distribution alternatifs, mise en place de labels) et sur la demande (appels au boycott, campagnes de sensibilisation). Ils incitent les consommateurs à « choisir les produits, les producteurs et les services davantage en fonction du contenu politique du produit qu'en fonction du produit comme objet matériel en soi ». Ce contenu politique peut être en lien direct avec le produit visé (par exemple, ses conditions de production, ou les effets écologiques de la production), en être plus éloigné (par exemple une critique du régime politique du pays de production) (...). Un des résultats de ces mobilisations dans le marché, en partie créé par les modes d'action empruntés, est la constitution d'une offre en bien « éthiques » - Verts, bio - qui se met notamment en place par des initiatives militantes (...).

**Q11)** D'après ce texte ,quelles sont les deux formes principales de consommation engagée ?

## Chapitre II

**Quels sont les déterminants  
de l'engagement politique ?**

# **A - L'existence d'un paradoxe de l'action collective et son dépassement**

# 1/ Qu'est-ce que le paradoxe de l'action collective ?

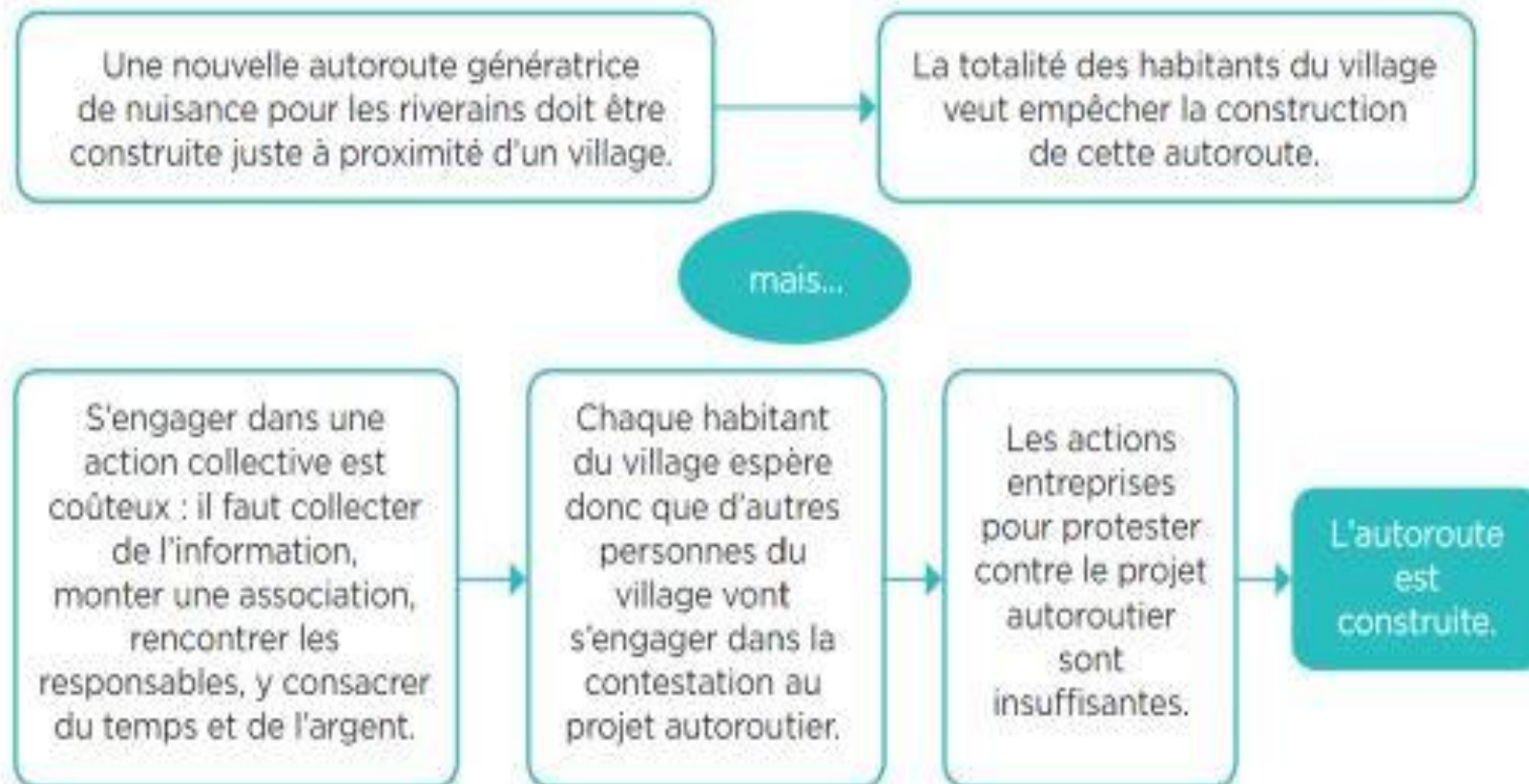
**Document 7**: document 2 p.272 HATIER

« Le paradoxe de l'action collective peut être énoncé comme suit : il est peu probable qu'un groupe de personnes possédant un intérêt commun, et qui plus est conscient de cet intérêt, se mobilise afin de le faire advenir. [...] Le plus rationnel pour un acteur est de ne pas participer à l'action collective de sorte à ne pas en supporter les coûts, de laisser les autres acteurs obtenir le bien public<sup>1</sup>, et d'en engranger les bénéfices. Chaque individu effectuant le même raisonnement, la mobilisation n'a pas lieu. [...] Pourquoi constate-t-on, dans bien des pays, de faibles taux de syndicalisation, alors que les syndicats obtiennent des bénéfices réels pour les salariés [...] et que par conséquent leur intérêt serait d'y adhérer ? La réponse d'Olson<sup>2</sup> est que l'adhésion à un syndicat entraîne également des coûts, notamment en temps et en argent [...], la situation optimale consiste à jouir des avantages conquis par les luttes syndicales sans en assumer l'investissement temporel et financier. [...] Olson a esquissé des solutions au paradoxe

**Q12) Définir et expliquer le paradoxe de l'action collective.**

# Annexe 1

## Une exemple de paradoxe de l'action collective





## 2/ Le rôle des incitations sélectives et des rétributions symboliques => Document 8: d'après éducol.fr p.4

Afin de lever ce paradoxe de l'action collective, Mancur Olson lui-même enrichit son modèle avec la notion d'incitations sélectives, entendues comme des bénéfices secondaires de l'action collective, réservés aux seuls participants : « *Il existe des techniques qui permettent de rapprocher les comportements individuels de ce que serait, dans l'abstrait, la rationalité d'un groupe doté d'une volonté collective. Il suffit pour cela d'abaisser les coûts de la participation à l'action ou d'augmenter ceux de la non-participation.. [...]* » (Erik Neveu, 2000). De fait, outre les bénéfices matériels (rémunérations, postes...) qu'une organisation peut éventuellement proposer à ses membres, l'engagement politique ne peut se comprendre isolément de l'ensemble des rétributions symboliques qu'il peut apporter et dont « *(la) diversité est infinie* » : « *(l)'attachement à la cause, la satisfaction de défendre ses idées, constituent [aussi] des mécanismes de rétribution de l'activité politique* », de même que « *(l)a camaraderie, des «ventes» et des «porte à porte», la solidarité, la cohésion, l'identification à un groupe, les réconforts mutuels dans la défaite ou dans les malheurs individuels...* » (Daniel Gaxie, 1977) constituent ainsi autant de rétributions qui peuvent favoriser l'engagement politique et son maintien. Plusieurs travaux montrent que, symétriquement, le désengagement – au sens ici de prise de distance ou de rupture avec un engagement antérieur – est souvent bien davantage le produit d'une réduction de ces rétributions symboliques ou de leur dévaluation au yeux des militants, que de désaccords idéologiques ou stratégiques.

**Q13)** Qu'est-ce qu'une incitation sélective ? Une rétribution symbolique ? Illustrez votre réponse.

### 3/Le rôle de la structure des opportunités politiques

Document 9: document 5 p.273 HATIER

La structure des opportunités politiques vise à rendre compte des facteurs liés au contexte politique influençant les conditions de réussite ou d'échec d'une action collective.



**Q14) Dites à quel facteur structurel des opportunités politiques correspondent les exemples suivants :**

- a/ La résistance française en zone occupée pendant la guerre
- b/ Le gouvernement français et la composition de l'Assemblée nationale aujourd'hui (novembre 2025)
- c/ Un prix Nobel d'économie apporte son soutien à des revendications d'un collectif
- d/ Loi de 2021 permettant l'accès à la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires.
- e) La constitution française accorde le droit de grève qui est encadré par des lois

# Annexe 2

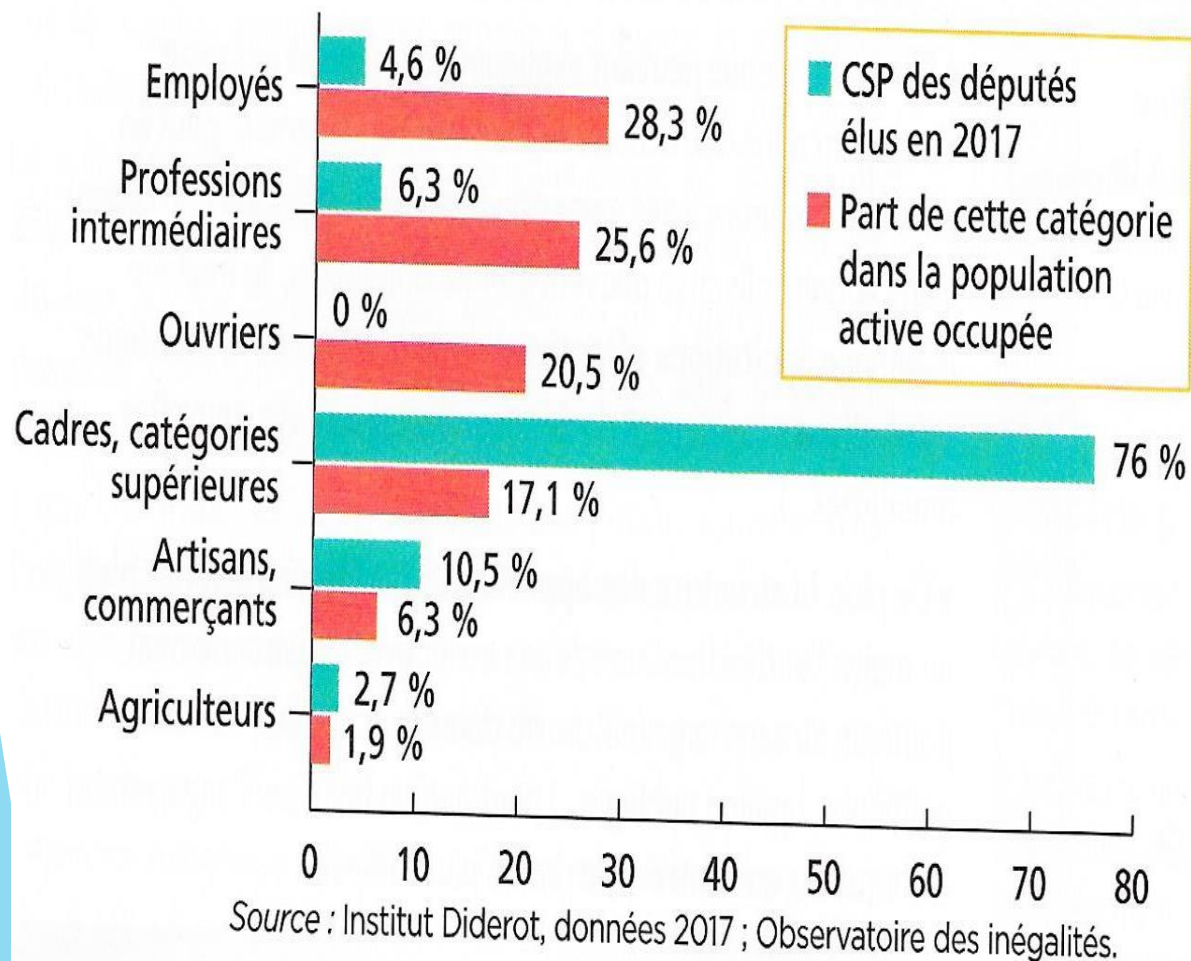
La structure des opportunités politiques(SOP) renvoie au contexte politique au sein duquel évoluent les acteurs sociaux (militants, organisations politiques...). On peut distinguer notamment quatre composantes de la structure des opportunités politiques :

- Le degré d'ouverture ou de fermeture de l'Etat => L'Etat est-il réceptif aux revendications des groupes protestataires/Comment l'Etat réagit-il aux revendications portées par les groupes contestataires ?
- L'Etat des alliances au sein du champ politique => selon le degré de concurrence et de conflictualité au sein du champ politique, des alliances peuvent être créées, dissoutes... ce qui peut permettre aux acteurs d'en tirer profit (évolution des rapports de force). Plus les majorités sont simples et stables, plus les rapports de force sont figés, moins les mouvements sociaux peuvent espérer tirer profit des jeux partisans pour se faire entendre.
- Le réseau social des groupes protestataires et les soutiens obtenus => Plus les groupes protestataires ont un réseau social important et plus ils ont de relais à des positions stratégiques, (médias,élus,hauts fonctionnaires ...) plus ils peuvent être incités à s'engager.
- Le type de réponse apporté par le système politique et donc sa capacité réelle d'agir => par exemple la réforme conforme aux revendications d'un mouvement social ne risque-t-elle pas l'inefficacité par un sentiment de stigmatisation (non recours des personnes percevant le RSA)? Ou encore le budget du Ministère est-il suffisant (celui de l'environnement)? Ou enfin, existe-t-il des contre-pouvoirs locaux ( régions,départements,mairies)?

## **B - Le rôle des variables sociodémographiques**

# 1/ La PCS et le niveau de diplôme

Document 10: Magnard p.294



**Q15)** Quelles sont les PCS sous-représentées et surreprésentées parmi les députés ?

**Q16)** Comment expliquer ces résultats ?



**Document 11:** d'après INSEE, *Enquêtes sur la participation électorale de 2022*.

**Le vote aux élections présidentielles et législatives de 2022, selon l'âge, parmi les personnes sans diplôme et les diplômés du supérieur (en % des inscrits)**

		Aucun diplôme(en %)	Diplôme du supérieur (en %)	Écart entre diplômés du supérieur et personnes sans diplôme (en points de pourcentage)
Âge	18-29 ans	4,4	24,2	19,8
	30-64 ans	27,2	43,3	16,1
	65 ans ou plus	34,6	57,0	22,4
	Ensemble	28,8	43,7	14,9

**Q17)** A l'aide de données chiffrées, montrez qu'il existe une corrélation entre le niveau de diplôme et le vote aux élections présidentielles de 2022.

**Q18)** D'après ce document ,une autre variable sociodémographique a-t-elle une influence sur le vote ?

## ANNEXE 3

Taux d'adhésion par type d'association selon de niveau de diplôme (en %)

Niveau de diplôme	Sport	Syndicat, groupement professionne <sup>1</sup>	Culture	Action sanitaire et sociale ou humanitaire et caritative	Loisirs	Défense de droits et d'intérêts communs	Clubs de 3 <sup>e</sup> âge, de loisirs pour personnes âgées <sup>2</sup>
Aucun diplôme	4,9	3,1	1,6	1,7	2,5	0,9	10,5
Inférieur BAC	11,2	5,9	4,2	3,3	5,1	1,5	10,4
BAC	17,0	9,8	7,7	5,0	5,4	3,6	5,9
Supérieur BAC	16,9	11,2	11,3	7,0	5,3	5,0	6,2

1. Regroupant des personnes occupant un emploi, chômeurs et retraités.

2. Regroupant des personnes dont l'âge est strictement supérieur à 59 ans.

**Champs :** France métropolitaine.

Source : Insee, Enquête SRCV-SILC 2008  
(pas de données plus récentes).

## 2/ L'âge et la génération

**Document 12:** Anne Cécile Douillet, *Sociologie politique*, Armand Colin, 2017

L'engagement politique varie selon la disponibilité biographique et celle-ci dépend de l'âge des individus. De manière générale, durant la période qui précède l'entrée dans la vie active et celle qui lui succède la disponibilité biographique des individus est généralement élevée.

De façon générale, moins les individus ont de contraintes, plus ils peuvent consacrer de temps à la défense et ou la promotion d'une cause ; plus ils peuvent participer à des activités politiques.

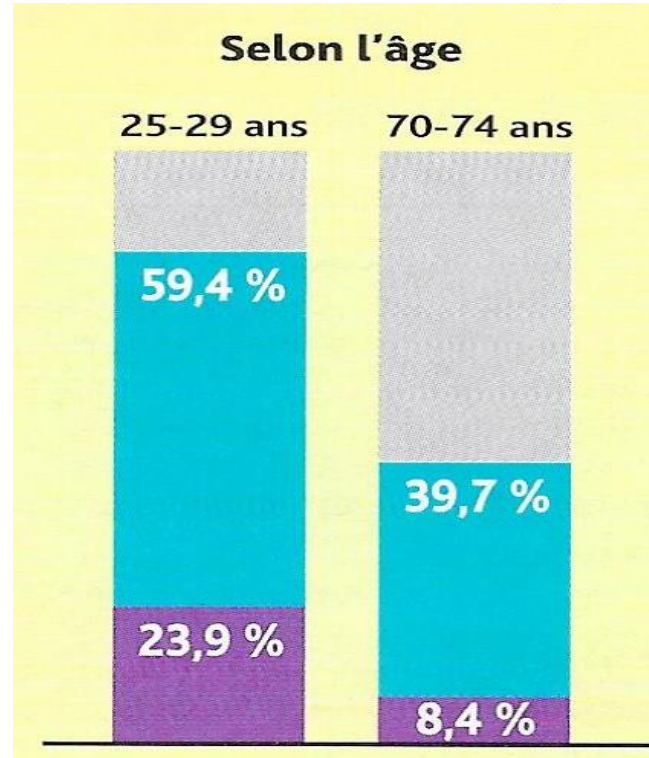
Les études réalisées montrent que les formes d'engagement politique sont différentes selon l'âge.

Par exemple, les jeunes votent moins que leurs aînés et privilégient des formes d'engagement plus protestataires. Cela renvoie (en partie) à l'effet d'âge.

**Q19)** En quoi l'âge influence-t-il la probabilité de s'engager ?

**Document 13:** document 1 p.274 HATIER

Participation électorale (législatives et présidentielle) en 2017 en %



**Q20)** En quoi ce document confirme, en partie, l'analyse du document précédent (doc.12)?

Couleur mauve = abstention systématique  
Couleur bleue = abstention à au moins un tour  
Couleur grise = pas d'abstention

Lorsque des individus ont vécu un même évènement particulier cela peut influencer leur rapport à la politique (sensibilité aux discours politiques, orientation politique...) et donc leur engagement politique (manière de s'engager et intensité de l'engagement...).

Par exemple, « avoir été socialisé dans les années 1970, période durant laquelle le clivage gauche/droite était fortement polarisé en France, ou l'avoir été dans les années 1990, quand il s'affaiblit produit des rapports à la politique différents, la deuxième conjoncture (années 1990) favorisant un moindre attachement partisan et une plus grande instabilité dans l'orientation du vote ». Sur une période récente, celles des mobilisations lycéennes et étudiantes de 1986, Anne Muxel a montré à partir d'un panel de jeunes, interviewés sept fois de 1987 à 1997, entre leur dix-huitième et leur trentième année, la politisation durable produite par la participation à ces mobilisations contre la réforme des procédures de sélection à l'entrée des universités (loi Devaquet). C'est **l'effet de génération**.

**Q21)** Qu'est-ce que l'effet de génération ?



### 3/ Le sexe

**Document 15:** document 4 p.275 HATIER

« S'engager dans une activité militante présuppose [...] l'incorporation durant la socialisation primaire et/ou secondaire d'inclinations à la contestation et à l'action collective. Mais en raison de la dimension genrée de la socialisation [...], ces dispositions sont inégalement distribuées entre femmes et hommes. Ainsi, ce sont ces derniers qui disposent plus massivement du goût pour la contestation et l'action collective tandis que la socialisation des premières aura tendance à les tenir à distance du militantisme. [...] La sociologie du militantisme a [également] insisté sur l'importance des "disponibilités biographiques", entendues comme l'absence de contraintes personnelles, telles que l'emploi, la vie de couple ou la parentalité [...], le maintien d'une forte inégalité dans la répartition des tâches ménagères et des soins aux enfants constitue un frein beaucoup plus conséquent à l'engagement des femmes qu'à celui des hommes. »

■ Catherine Achin et Laure Bereni, *Dictionnaire. Genre et science*, Presses de Sciences Po, 2013.

**Q22)** Expliquez la phrase soulignée

**Q23)** Quels sont les freins au militantisme féminin ?

# ANNEXE 4

Dans le monde syndical français, le plafond de verre reste de mise pour les femmes. [...]. « L'inégalité persiste dans les foyers, en termes de ménage, des enfants. Forcément, cela a une incidence sur l'action syndicale des femmes. Les organisations syndicales restent marquées par un mode de fonctionnement viriliste, avec des réunions très tardives, par exemple », explique Eric BEYNEL, porte-parole de Solidaires, en tandem avec une femme: Cécile GONDARD-LALANNE. Le premier facteur de l'absence de parité et de la faible syndicalisation des femmes, « ce sont les tâches domestiques. Être militante, c'est avoir un triple agenda entre les tâches ménagères, la vie militante et la vie au travail. C'est un frein évident », abonde Mme BINET. « L'autre frein, c'est la précarité. Chez les femmes ouvrières ou employées, il y a une surprécarité avec des temps partiels, une rémunération moindre, qui pèse sur les capacités à avoir un engagement syndical », ajoute-telle. Les organisations ont mis en place différentes solutions, dont des stages de formation pour sensibiliser les troupes sur la question, les prises de parole en alternance hommes-femmes, des réunions moins tardives, le télétravail... « Nous avons aussi limité le temps de parole, car nous nous sommes rendus compte que les hommes parlent plus longtemps en réunion », ajoute M. BEYNEL. Le problème est européen. Les hommes représentaient 53,1% des effectifs, les femmes 46,9% en 2014, selon la Confédération européenne des syndicats. En revanche le déséquilibre est flagrant pour les postes de pouvoir: 33 hommes présidents et 3 femmes présidentes; 14 hommes secrétaires généraux, 4 femmes. **AFP, 20/04/2016**

# **Chapitre III**

**Quelles sont les  
transformations de l'action  
collective ?**



# 1/ Une diversité d'acteurs

Document 16: doc.1 p.274 Hachette



Q24) Associez chaque photo à l'un des acteurs de l'action collective suivants:

- Syndicat
- Association
- Groupement informel
- Parti politique



## 2/Une diversité de répertoires

**Document 17:** doc.2 p.274 Hachette

Le concept de répertoire d'action collective désigne le stock limité de moyens d'action à la disposition des groupes contestataires, à chaque époque et dans chaque lieu. Charles Tilly, à qui l'on doit ce concept, [...] a montré, grâce à un travail sur de longues périodes dans différents pays comme la France ou la Grande-Bretagne, qu'on avait assisté à une modification des répertoires d'action au cours du temps. Ainsi, en France les modes d'action ont considérablement évolué en quatre siècles : le charivari (qui consiste à s'assembler bruyamment avec des instruments improvisés sous les fenêtres de personnes dont on dénonce le comportement), les émeutes du grain, les révoltes contre les taxes ou les invasions de champ prévalant du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle vont laisser la place au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle à de nouveaux modes d'action comme la grève ou la manifestation. [...]

À ces deux répertoires, ancien et moderne, certains auteurs vont être tentés d'ajouter un troisième répertoire

naissant au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle. Ainsi, les théoriciens des nouveaux mouvements sociaux des années 1960 vont caractériser ces derniers par la nouveauté de leurs enjeux, de leurs valeurs et de leurs acteurs mais aussi de leurs modes d'action, qui seraient marqués par l'expression des identités plutôt qu'orientés stratégiquement, et qui laisseraient une large part à l'action directe. De façon moins controversée, d'autres auteurs vont voir dans le processus d'internationalisation des répertoires le signe d'une transformation décisive. Ainsi Erik Neveu émet l'hypothèse que l'on est peut-être aujourd'hui, au tournant du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle, avec l'importance prise par les phénomènes de mondialisation, face à l'émergence d'un répertoire de troisième génération se déroulant « dans un espace supranational », « visant des enjeux très techniques » et donnant « une place clé à l'expertise ».

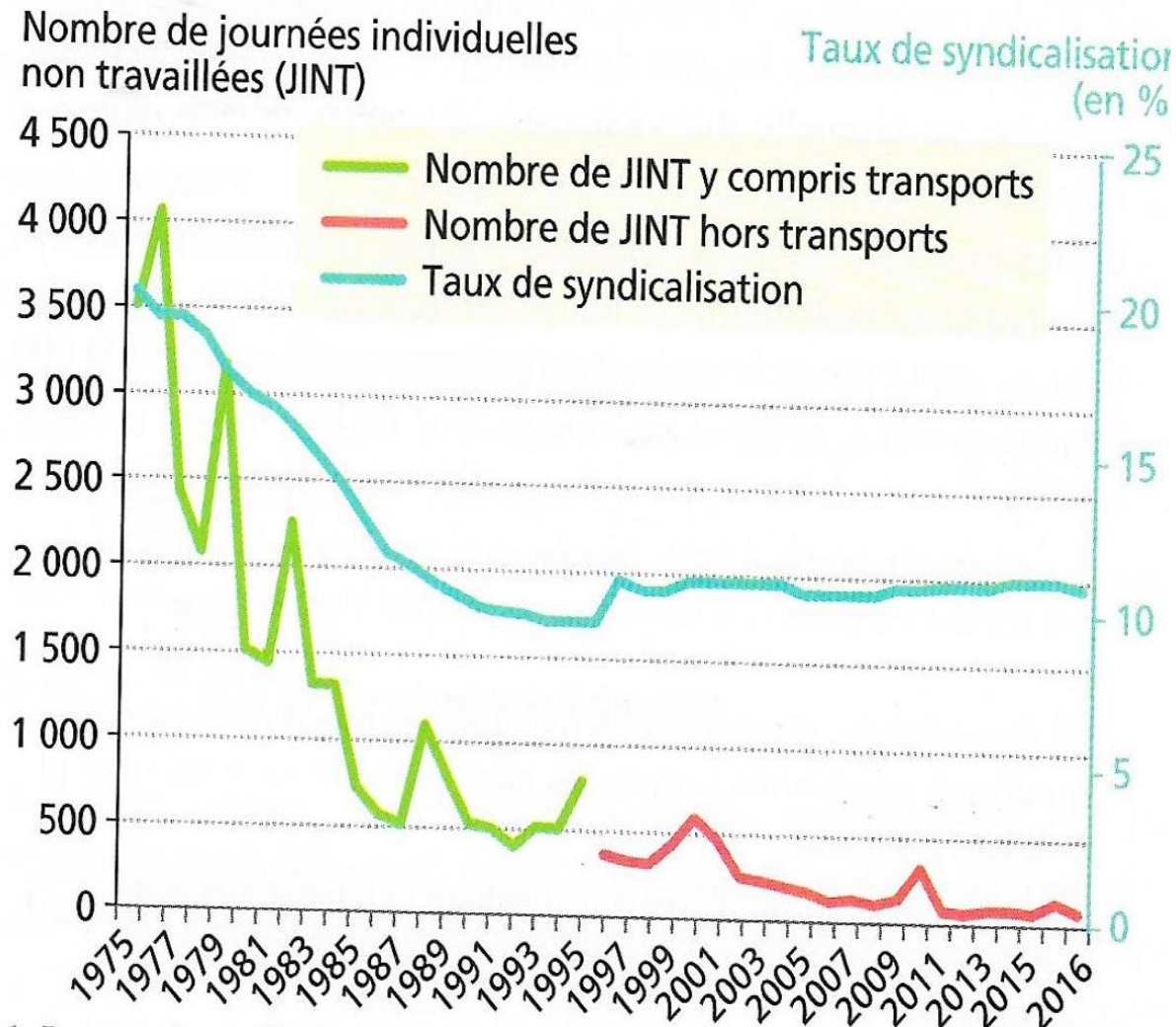
Cécile PÉCHU, « Répertoire d'action », in Olivier FILLIEULE et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, © 2009 Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Q25) Comment ont évolué les répertoires d'action collective depuis le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle ?



### 3/ Une diversité d'objets(d'enjeux,de causes)

Document 18: doc.2 p.300 Magnard



Q26) Quelle est l'évolution du nombre de JINT ?

Q27) En quoi cette évolution est-elle liée à celle du taux de syndicalisation ?

## **Document 19: document 3 p.277 HATIER**

« Le recueil des JINT permet d'éclairer des tendances sur le long terme, à savoir la baisse tendancielle de cette forme de conflictualité qu'est la grève (les conflits avec arrêt de travail) et l'existence de "pics" relatifs, comme en 1995, 2003 et 2010. À titre d'exemple, si 2,2 % des entreprises de dix salariés ou plus déclarent avoir connu une grève en 2009, elles sont 3,3 % en 2010, mais plus que 1,8 % en 2011 [...]. Mais [...] le décompte des JINT laisse aussi dans l'ombre une part de la conflictualité, celle qui s'exprime en particulier sans arrêt de travail. Pour affiner ces données, la Dares s'appuie désormais sur l'enquête RÉPONSE [...]. Les trois dernières vagues de cette enquête ont permis de repérer une progression de la conflictualité entre 1996-1998 et 2002-2004 (de 21 à 31 % des établissements de vingt salariés ou plus), puis une stabilisation en 2008-2010 (29 %), mais en adoptant une définition large des conflits du travail, puisque sont pris en compte les débrayages, les grèves de moins de deux jours, ou de deux jours et plus, les grèves du zèle, les grèves perlées, les pétitions, les manifestations, ainsi que le refus des heures supplémentaires. Il s'agit, au travers de ces différentes modalités, de rendre compte d'une diversité de pratiques qui n'inclut pas nécessairement l'arrêt de travail, et par là même de repérer des évolutions dans les pratiques contestataires. »

■ Sophie Béroud, « Les transformations des conflits du travail en France », *Idées économiques et sociales* n° 178, 2014.

**Q28) Pourquoi la baisse des JINT ne signifie-t-elle pas un affaiblissement des conflits du travail ?**

**Document 20:** D'après « Sociologie des mouvements sociaux », E. Neveu, 6ème éd, La Découverte, coll. Repères, pp 60-62.

« La thématique des nouveaux mouvements sociaux (NMS) est inséparable des mobilisations contestataires qui naissent à la fin des années 1960. Le combat pour les droits des Noirs américains et la montée des revendications écologistes (préservation de l'environnement), régionalistes, féministes (promotion des droits et intérêts des femmes), étudiantes ou encore homosexuelle semble augurer, pour certains observateurs, une période caractérisée par l'émergence d'enjeux relativement spécifiques. La plupart des analystes des NMS s'accordent pour identifier plusieurs dimensions d'une rupture avec les mouvements « anciens », symbolisés par le syndicalisme, le mouvement ouvrier. Les formes d'organisation et répertoires d'action matérialisent une première singularité. En rupture avec le fonctionnement des structures syndicales, les NMS manifestent une défiance explicite devant les phénomènes de centralisation (...). Leurs structures sont plus décentralisées, laissent une large autonomie aux individus. (...). Les NMS se singularisent aussi par une inventivité dans la mise en œuvre de formes peu institutionnalisées de protestation (sit-in, occupation de locaux, grèves de la faim), leur adjoignant souvent une dimension ludique (...). Les mouvements sociaux classiques portaient avant tout sur la redistribution des richesses. Les NMS mettent l'accent sur la résistance au contrôle social, l'autonomie. Plus qualitatives, leurs revendications sont souvent non négociables : une demande de fermeture de centrale nucléaire ou d'abrogation des lois contre les homosexuels se prête moins à compromis qu'une revendication salariale. Ces revendications comportent une forte dimension expressive, d'affirmation de style de vie ou d'identités comme le suggère un terme comme gay Pride. Dans les mouvements sociaux de la période 1930-1960, fonctionne régulièrement un binôme syndicat/parti. La conquête du pouvoir d'Etat, constitue un enjeu central. La valorisation de l'autonomie modifie radicalement les objectifs. Il s'agit désormais moins de défier l'Etat ou de s'en emparer que de construire contre lui des espaces d'autonomie, de réaffirmer l'indépendance des formes de sociabilité privées. La nouveauté de ces mouvements sociaux serait enfin liée à l'identité de leurs acteurs. Les mouvements de la société industrielle se revendiquaient d'identité de classe. Ne parlait-on pas de mouvement ouvrier, de front populaire ? Les nouvelles mobilisations ne s'autodéfinissent plus comme expression de classes sociales. Se définir comme musulman, homosexuel ou antillais (...) tout cela renvoie à d'autres principes identitaires. »

Q29) Qu'est-ce qui distingue les « anciens » mouvements sociaux des « nouveaux » mouvements sociaux ?



## Exercice 1: « Faire le point » p.301 Magnard

### FAIRE LE POINT

**À quel type d'objet de l'action collective correspond chaque exemple ?**

**A.** Conflit du travail • **B.** Nouveaux enjeux de mobilisation • **C.** Lutte minoritaire

1. Les salariés d'une entreprise font grève pour protester contre le licenciement de leurs collègues.
2. Des handicapés manifestent pour demander que leur situation soit mieux reconnue.
3. Des militants agissent pour faire diminuer la pollution lumineuse.
4. Des membres d'une association bloquent des entrepôts pour lutter contre la surconsommation.

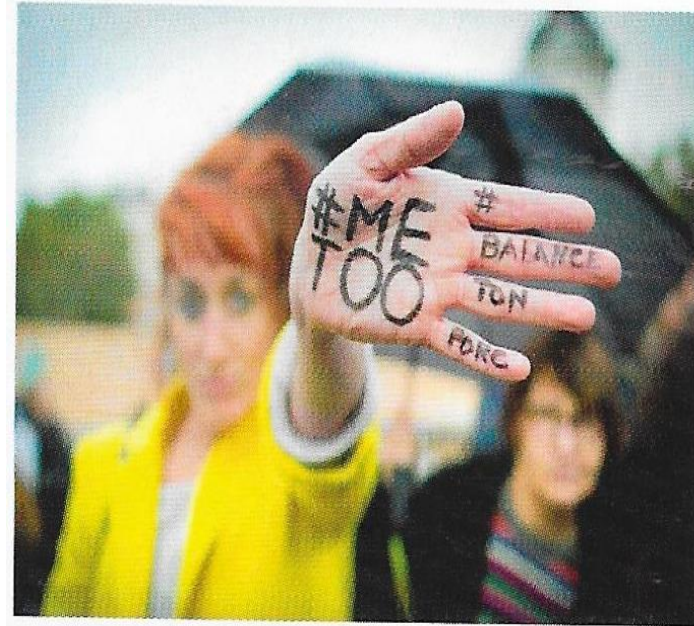
« Quel est l'univers de valeurs autour duquel le mouvement des « gilets jaunes » se retrouve ? Est-il plus proche de valeurs matérialistes ou post-matérialistes ? [...] Le mouvement des « gilets jaunes » semble - dans un premier temps - très bien s'inscrire dans ce contexte de retour à des valeurs matérialistes, en lien avec les revendications des perdants de la mondialisation. Ce ne sont probablement pas les plus exclus qui s'y expriment le plus, mais les catégories populaires sont fortement représentées dans ce mouvement. (...) L'enquête de Sciences Po Grenoble met bien en évidence ces attentes économiques. Beaucoup critiquent les fortes inégalités salariales et demandent davantage de pouvoir d'achat pour pouvoir vivre dignement. (...) Certes on n'y observe pas beaucoup de sympathie pour l'écologie, qui est un des traits forts de la montée de valeurs post-matérialistes depuis les années 1970. Les « gilets jaunes » sont plus préoccupés par le prix de l'essence que par le réchauffement climatique. L'enquête de Sciences Po Grenoble repère l'importance dans le mouvement des personnes qui manifestent pour la première fois. Ils ne le font pas que pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Ils revendiquent une transformation du système politique vers davantage de démocratie directe. Il y a là une dimension très importante du post-matérialisme : vouloir que les individus puissent s'exprimer, être acteurs de la cité et pas seulement des citoyens passifs qui ne s'engageraient que par un vote lors de la présidentielle. Très critiques à l'égard du fonctionnement de la démocratie, ils sont 93 % à dire que « Le peuple, et pas les responsables politiques, devrait prendre les décisions les plus importantes » (...). Ce mouvement est donc en fait « mixte », avec à la fois des revendications matérielles fortes et des demandes de changements sociétaux beaucoup plus qualitatifs, de nature post-matérialiste. (...) Nos contemporains sont surtout caractérisés par la mixité de leurs demandes : ils veulent en permanence à la fois des satisfactions matérielles mais aussi beaucoup de qualité de vie. »

**Q30)** Que peut-on dire des revendications du mouvement des gilets jaunes ?

**Document 22:** doc.4 p.303 Magnard + doc.5 p.279 HATIER

D'emblée, il est apparu qu'Internet contribuait à étendre les moyens d'action disponibles. Qu'il s'agisse des groupes de discussion, de la messagerie électronique, des sites web, des blogs ou des réseaux sociaux, tous ces dispositifs en ligne ont été mobilisés pour agir collectivement. Des militants s'en sont servis pour aller au contact des citoyens, pour diffuser de l'information pour faire signer des pétitions ou pour coordonner l'envoi massif de messages de protestations en direction d'une cible donnée (une institution, une entreprise, etc.). Autrement dit, une grande partie des moyens d'actions traditionnels – le tract, le journal militant, la pétition, etc. – ont été adaptés sur Internet [...].

De nouveaux moyens d'action sont aussi apparus qui n'avaient pas toujours d'équivalent hors-ligne. Certains d'entre eux se rattachent à « l'hacktivisme » qui désigne le mouvement par lequel des programmeurs et des hackers mettent leurs compétences au service d'une cause politique.



**Q31)** En quoi ce texte met en évidence le répertoire d'action collective de la 3<sup>ème</sup> génération (cf.doc.17) ?

**Q32)** En quoi la photo illustre tout à la fois un NMS (Nouveau Mouvement Social) et le répertoire d'action collective présenté dans le texte ?